

ILS ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO



PHOTOJOURNALISTE

JEAN-MICHEL TURPIN

Dans ce numéro, Jean-Michel Turpin nous fait partager le quotidien des Korowais, un peuple isolé au cœur de la Papouasie indonésienne. Récompensé d'un prestigieux World Press en 1997, cet ancien membre des agences Sygma et Gamma continue de parcourir le monde et collabore régulièrement avec *Le Fig Mag*. Depuis 2006, il est également le photographe associé de l'émission « Rendez-vous en terre inconnue », sur France 2, et a pu accompagner Frédéric Lopez et son équipe dans certaines des régions les plus reculées de la planète.

SPÉCIALISTE HIGH-TECH

PASCAL GRANDMAISON

Passionné par les innovations technologiques, fan de gadgets électroniques, Pascal Grandmaison scrute le monde high-tech depuis quinze ans pour *Le Figaro Magazine*. Ses enquêtes le mènent sur tous les continents, là où la création fleurit. Mobiles, ordinateurs, téléviseurs, home cinémas, appareils photo : chaque fin d'année, il dresse un panorama des inventions qui préparent le monde de demain. Cette semaine, il s'enthousiasme notamment pour les lunettes de réalité virtuelle, qui proposent au grand public de plonger dans les recoins d'univers imaginaires fabuleux, en oubliant la morosité du quotidien.

L E M A K I N G O F

SOROS-GISCARD, UNE PREMIÈRE MONDIALE

En escale entre New York et l'Ukraine, le financier américain George Soros a passé 48 heures à Paris pour présenter son livre sur l'Europe.

Certains se souviennent douloureusement de lui : il est « l'homme qui fit sauter la Banque d'Angleterre » en 1992 en s'attaquant à la livre sterling. Spéculateur ? Assurément, mais qui se définit aussi comme un spéculateur spirituel, axé sur la philosophie et la politique, et même comme un humaniste par le biais de sa fondation. A cet homme planétaire, qui pouvions-nous opposer, sinon Valéry Giscard



d'Estaing ? Avec son dernier ouvrage, il vient de se placer dans la lignée des pères fondateurs de l'Europe, et plus précisément de Jean Monnet. La rencontre Soros-Giscard ?

Une première mondiale. Les deux hommes s'étaient croisés, mais n'avaient jamais dialogué. Stôt arrivé au domicile de l'ancien Président, George Soros s'est isolé avec lui pour deviser dans sa bibliothèque, au point qu'il a fallu les rattraper sur le mode : « Ne vous dites pas tout entre vous, laissez-en un peu pour nos lecteurs... » Et de fait, ce fut le choc. Courtois, mais clair. On aurait pu parler du couple franco-allemand, de l'hégémonie de l'Allemagne, du rôle de la Grande-Bretagne, des populistes réclamant la sortie de l'euro, des enjeux planétaires face aux émergents. Mais pour ces deux grands fauves, la discorde majeure a porté sur l'euro. Crise ou pas ? C'était l'originalité même du duel entre le financier et l'homme d'Etat. Ils se sont agrippés et aucun des deux n'a lâché. A lire !



**GEORGE SOROS
VALÉRY GISCARD D'ESTAING**

"SI L'ON N'AGIT PAS D'URGENCE, L'EUROPE EST MORTE !"

Une première mondiale : les deux hommes n'avaient jamais dialogué. Là où le financier diagnostique une crise de l'euro et met en cause les institutions européennes, l'ancien Président dénonce la spéculation, la responsabilité des gouvernements, et appelle à une Union européenne plus homogène.

PROPOS RECUEILLIS PAR PATRICE DE MÉRITENS



quel jugement portez-vous sur la crise que traverse la zone euro, et quelles sont les leçons à tirer des erreurs commises ?

George Soros - L'euro est en fait une devise inachevée. Certes, il y a une Banque centrale européenne, mais il n'y a pas de Trésor, il y a une politique monétaire commune, mais pas de politique budgétaire. Les artisans de l'euro

pensaient que cette insuffisance pourrait être corrigée en vertu du processus même qui avait présidé à sa création, comme le disait le philosophe des sciences Karl Popper : une « ingénierie sociale graduelle », où l'on fixe les objectifs, où

l'on détermine un calendrier, et où l'on rassemble les volontés politiques afin de progresser pas à pas. Le problème est que la volonté commune s'est disloquée en 2005 avec le non des Français et des Néerlandais au référendum de 2005 sur le traité établissant la Constitution européenne. Ce traité était une tentative remarquable et nécessaire. C'est vous qui l'aviez préparé, M. Giscard d'Estaing, avec le groupe des sages que vous présidiez. Il a été rejeté non pour son contenu, mais parce que les Français et les Néerlandais étaient en opposition avec la politique de leurs gouvernements respectifs. Ce fut un coup fatal à l'avancée de l'Europe. Le deuxième problème est inhérent à la constitution de l'euro dont les défauts n'ont pas immédiatement été repérés par ses artisans : en déléguant à la Banque centrale européenne les pleins pouvoirs sur la planche à billets, les Etats membres se sont retrouvés dans une situation comparable à celle



DAMEN

George Soros, financier américain émigré de Hongrie après la guerre, est à l'origine des hedge funds apparus dans les années 70. Il est actuellement président de Soros Fund Management à New York. Valéry Giscard d'Estaing, artisan majeur du projet de Constitution européenne, appelle aujourd'hui à la construction d'un ensemble européen fort et fédéré, qui, dans un premier temps, comprendrait douze nations. Ce projet, baptisé Europa, n'impliquerait aucune modification des traités.

→ d'Etats du tiers-monde qui emprunteraient dans une devise étrangère et seraient incapables de répondre à leurs obligations, alors que tel ne serait pas le cas avec leurs propres devises. C'est ainsi que certains pays se sont endettés bien au-delà des limites fixées par le traité de Maastricht. Au lieu des 60 % par rapport au PIB prévu par le traité, la Grèce est arrivée à 200 %. On a vu une montée en puissance des déficits budgétaires auxquels les autorités ont dû faire face, ils s'y sont employés avec détermination, mais dans les strictes limites de Maastricht, car il était impossible de changer les traités. Nous voici donc dans une situation d'Etat de droit avec des lois établies dans des circonstances antérieures fort différentes et, de ce fait, inadéquates. Là se situe la racine de la crise de l'euro...

Valéry Giscard d'Estaing – Deux objections : d'abord, je ne crois pas qu'il faille parler de « crise de l'euro ». Une monnaie n'est en crise que dès lors qu'elle est secouée ou refusée sur les marchés. Tel n'a pas été le cas de l'euro qui a toujours été stable. A l'heure actuelle, conformément au souhait de la Banque centrale ainsi, d'ailleurs, que des pays membres, il s'ajuste en baisse de 10 %. C'est une dévaluation volontaire répondant à la situation de l'économie et de l'emploi de la zone euro. Ce que vous décrivez est exact, à ceci près qu'il s'agit de la responsabilité des gouvernements et non des institutions européennes. Les gouvernements qui s'étaient engagés à ne pas dépasser un déficit de 3 % et un endettement de 60 % par rapport au PIB n'ont pas tenu leurs engagements, parce qu'ils ont cru, comme vous le dites, pouvoir emprunter dans une monnaie extérieure, donc sans limites et sans risques de dévaluation. Il a donc fallu revenir aux limites compatibles avec la monnaie unique, et ce fut difficile. Ceux qui ont à peu près respecté les règles sont dans une bien meilleure situation économique que ceux qui s'en sont éloignés ! Or, pour l'heure, se pose l'importante question du taux de croissance faible et du taux de chômage élevé. Vous estimez dans votre livre que la situation en Allemagne est différente de celle du reste de la zone euro. En fait, pas tellement, car les prévisions économiques pour 2015 sont à peu près les mêmes pour l'ensemble de la zone...

Ma seconde objection est celle-ci : dans la mesure où il n'y a pas eu de désordre à l'intérieur de la zone euro, où les échanges commerciaux entre les pays sont demeurés à peu près comparables à ce qu'ils étaient, il est clair que la question n'est pas de type monétaire, mais économique. Comment rendre à un grand ensemble un dynamisme économique qui a disparu ? Contrairement à ce que l'on prétend, les problèmes affectant la zone euro ne sont pas liés à des facteurs essentiellement monétaires, mais à l'excès des réglementations, à l'absence de liberté économique et au poids trop lourd des administrations publiques. Sans adaptation du système, la croissance ne pourra pas revenir à un niveau satisfaisant. C'est un travail qu'il faudra accomplir non pas pays par pays, mais de façon globale...



« La Tragédie de l'Union européenne. Désintégration ou renaissance ? », de George Soros, Editions Saint-Simon, 196 p., 17,50 €.

La volonté politi c

George Soros – Permettez-moi d'insister : il y a bel et bien eu une crise financière due au surendettement de certains pays, les taux ayant augmenté en raison des risques inhérents aux emprunts, ce qui ne figurait pas dans le traité de Maastricht, non plus que dans les politiques poursuivies par la BCE. Des obligations d'Etat ont été lancées, dont on pensait qu'elles étaient sans risques, ce qui a d'ailleurs été confirmé par la Banque centrale qui les a prises et a prêté à 100 % de leur valeur faciale. Cela a généré dans l'esprit des banques commerciales une fausse incitation, dirais-je, car elles se

sont mises à investir dans ces obligations d'Etat, à se lancer dans un achat massif des titres les plus risqués au taux le plus cher, avec toute liberté de faire ce qu'il leur semblait le plus approprié, c'est-à-dire le plus lucratif. Elles achetaient donc, puis se précipitaient à la BCE pour emprunter 100 % de la valeur faciale de ces obligations. C'est ce qu'on fait les banques allemandes et françaises...

Valéry Giscard d'Estaing – Pas tellement les françaises...

George Soros – Moins que les autres, mais elles y ont participé. Quoi qu'il en soit, les banques commerciales se sont lancées à corps perdu dans cette pratique, et c'est justement cette capacité d'arbitrage, de libre-arbitre des banques, qui a eu une incidence sur le coût des emprunts, notamment dans des pays les plus faibles. Les taux d'intérêt ont évolué, les primes de risque ont disparu. D'où le boom de la consommation et du logement, comme en Espagne, et la surchauffe de pays qui étaient alors les grands bénéficiaires de l'euro, tandis que, parallèlement, l'Allemagne devait supporter le coût de sa réunification et lancer, pour y réussir, une série de réformes structurelles avec une réduction de ses dépenses publiques. C'est alors que la crise financière est survenue en dehors de l'Union européenne avec, dans la foulée, la faillite de Lehman Brothers et une panique à l'échelle mondiale. Les ministres des Finances à l'échelle européenne ont dit qu'il n'y aurait pas d'autres faillites d'une institution financière d'importance systémique. Cela a rassuré les marchés. Mais lorsque Angela Merkel a dit qu'il fallait que la garantie morale soit exercée dans chacun des pays, et non par les autorités européennes ou de l'euro zone, c'est là, à mon sens, que s'est située la première étape de la désintégration.

Valéry Giscard d'Estaing – J'ai été ministre des Finances pendant dix ans et je sais ce qu'est une crise monétaire : il n'y a pas eu de crise de l'euro, lequel est demeuré dans une situation de calme relatif avec une petite fluctuation. Cela étant, je ne vous contredirai pas à propos de la gestion de la

Cette crise n'avait pour motif que la spé c

que de défense de l'euro a été mise en doute...

GEORGE SOROS

dette au sein de la zone euro. C'est même précisément pourquoi, dans mon projet d'une Union européenne approfondie comprenant la France, l'Allemagne, l'Italie, la Belgique, les Pays-Bas, le Luxembourg, l'Espagne, le Portugal, l'Autriche, avec à terme, la Pologne, l'Irlande et la Finlande, je propose de compléter l'euro par une union budgétaire et fiscale, dotée à terme d'un Trésor public commun et d'un mécanisme de solidarité financière. Cet ensemble homogène de douze pays réunis sous l'appellation d'Europa, qui serait régi par un Directoire, constitue une dernière chance pour l'Europe de continuer à compter sur la scène internationale face aux deux géants de la mondialisation que sont les Etats-Unis et la Chine.

Maintenant, permettez-moi cette remarque : vous raisonnez trop en termes nationaux, alors que l'Europe est un espace unique pour le commerce et pour la monnaie. S'il faut parler finances, il faut aussi parler économie. Notre économie est trop compliquée, les règles du travail y sont confuses et l'on y souffre d'un manque de liberté et d'un excès de bureaucratie, l'actuel ralentissement des exportations en Allemagne n'a donc rien à voir avec l'euro, mais avec la concurrence internationale des pays émergents, et le fait que l'Allemagne ne s'y adapte pas suffisamment.

George Soros - Mais pourquoi nier la crise de l'euro ? Il n'y a pas eu de problème, jusqu'au jour où la Grèce a annoncé que son déficit était bien plus important qu'initialement annoncé ! Cela a choqué les marchés financiers qui se sont rendu compte que certains pays pouvaient faire défaut. Menée par l'Allemagne, l'Union européenne a volé au secours de la Grèce, de peur que le système européen ne s'effondre, le facteur de risque s'étendant aussi à l'Italie et à l'Espagne. La crise entre 2008 et 2011 a donc résidé tout entière dans la mise en doute par les marchés financiers de la volonté politique européenne de défendre l'euro...

Valéry Giscard d'Estaing - Cette crise n'avait pas d'autre motif que la spéculation... C'était de la spéculation, et rien d'autre ! Le problème de la Grèce étant mineur au regard de l'ensemble de l'économie de la zone, il n'y a pas eu la contagion annoncée en direction de l'Espagne et de l'Italie. La spéculation est une plaie de l'économie moderne, laquelle est trop déréglementée et répond trop aux intérêts des court-termistes désireux de gagner de l'argent rapidement. Ce qui m'intéresse, c'est le fond. La dette publique a toujours été dans une situation sécurisée, la Banque centrale a toujours acheté à leur valeur faciale les obligations d'Etat. Mais, selon ma proposition, s'il y avait un Trésor européen, les obligations émises seraient uniques et le problème résolu, car elles bénéficieraient de la notation la meilleure. Aujourd'hui, nous vivons une sorte de dépression, car nous n'avons pas suffisamment de croissance, et ce n'est certes pas avec des dépenses publiques que l'on réglera le problème. Il faut au contraire de bonnes pratiques, de bonnes

réglementations, et un effort poursuivi non par chaque gouvernement, mais par tous les gouvernements ensemble.

George Soros - Non seulement l'Union européenne ne remplit pas les fonctions pour lesquelles elle a été créée, mais je crains qu'elle ne soit une mécanique brisée du point de vue de la gouvernance internationale. Il faut la réparer d'autant plus en urgence que se profile une menace exogène : la résurgence du nationalisme en Russie, avec un gouvernement qui entend agir par la force plutôt que par le droit. Combinaison primaire de conception ethnique, religieuse et nationaliste, ce que l'ex-colonel du KGB Vladimir Poutine présente comme la « Russie Eternelle » est, à mon sens, une idéologie repoussoir, qui menace les valeurs d'humanisme, de paix et de liberté qui sont les fondements mêmes de l'Europe. Il faut résister.

Je salue votre livre et votre projet Europa, cher Valéry Giscard d'Estaing, en y ajoutant pour ma part deux actions immédiates : d'abord, un « new deal » entre l'Allemagne et la France pour sortir l'Europe de sa spirale de déflation : à l'Allemagne d'abandonner son obsession d'équilibre budgétaire à courte vue, à la France de mettre en œuvre ses réformes structurelles. A l'Europe, ensuite, en particulier la zone euro, d'utiliser à plein ses capacités d'endettement pour financer un plan d'infrastructures, et soutenir financièrement l'Ukraine.

Valéry Giscard d'Estaing - J'approuve le fait de conduire une action concertée entre la France et l'Allemagne, cette dernière pouvant apporter un soutien supplémentaire à la croissance, et la France mettre enfin en œuvre ses réformes de structure. Sur l'avenir, M. Soros, nous serons donc d'accord. Nous avons une monnaie, nous la gardons - tous les sondages au sein de l'Union prouvent

que les peuples y sont attachés. Nous avons des règles budgétaires semblables, il faut les appliquer. Nous avons besoin d'un système fiscal unique, et ceci doit déboucher sur un Trésor européen avec un endettement commun qui réglera en effet les problèmes que vous avez mentionnés. Pour retourner le miroir, il faut regarder l'avenir. Vous le faites dans votre livre tout comme je le fais globalement dans le mien à partir d'Europa, cette conception d'une réunion des pays qui ont une volonté commune, qui acceptent l'intégration avec une situation économique et financière comparable, en vue d'avancer ensemble, tant sur le plan intra-européen qu'en termes de gouvernance internationale.

■ PROPOS RECUEILLIS PAR PATRICE DE MÉRITENS

« Europa. La dernière chance de l'Europe », de Valéry Giscard d'Estaing, de l'Académie française. Préface d'Helmut Schmidt. XO Editions, 189 p., 16,90 €.



culation... la spéculation et rien d'autre !

VALÉRY GISCARD D'ESTAING